

TÉMOIGNAGE SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Par : Colette Alary et Monique Lapierre

Dans le cadre du Stage de solidarité effectué au Guatemala en décembre 2012 et organisé par SOLIDARITÉ LAURENTIDES AMÉRIQUE CENTRALE (SLAM)

Stage à Nueva Alianza et Quixaya – 2012

1) Pourquoi choisir le thème de la souveraineté alimentaire?

D'abord pour le défi d'apprendre sur ce sujet et pour poursuivre une réflexion qui m'était venue lors d'une conférence sur l'importance de l'achat de produits alimentaires directement de petits producteurs locaux. Cette présentation était faite par un jardinier de la région de Lachute, membre de l'Union Paysanne et ardent défenseur de la sauvegarde des fermes familiales. Ses propos m'avaient secouée, ils avaient réveillé en moi un lien qui me lie à la terre et à ceux qui la cultivent pour m'en nourrir. Ces propos m'avaient ouvert de nouveaux horizons sur :

* Comment l'industrialisation de l'agriculture et sa mondialisation, non seulement affectent et éliminent le gagne-pain des propriétaires de petites fermes (fermes familiales) mais aussi enrichissent les banques qui revendent les fermes, faillites après faillites.

* Comment, malgré des lois provinciales de plus en plus restrictives concernant les insecticides, pesticides et engrais chimiques de toutes sortes, nous sommes susceptibles de nous intoxiquer avec d'innombrables aliments venus de partout dans le monde et cultivés avec on ne sait quels produits afin d'augmenter les profits des grands producteurs mondiaux.

L'idée de choisir ce thème lors de mon second séjour au Guatemala avec SLAM me semblait particulièrement intéressante. Cela me permettrait d'approfondir ce sujet en regard de la réalité de la population vivant au Sud et de la comparer à la nôtre vivant dans l'aisance des pays du Nord.

Pour ma part, j'ai choisi de m'intéresser à ce thème quand j'ai découvert que la souveraineté alimentaire était l'orientation retenue par un grand nombre d'organisations représentant 200 millions de paysans et paysannes, du Sud surtout mais aussi du Nord, telle l'Union paysanne au Québec. Au Guatemala, c'est l'orientation retenue par 4 grandes organisations paysannes et aussi par le partenaire de SLAM, le Comité Campesino del Altiplano ou CCDA.

Pourquoi la souveraineté alimentaire leur semblait-elle une orientation vraiment conforme à leurs besoins? Telle était ma curiosité...

2) Souveraineté alimentaire: qu'est-ce que c'est et comment ça se traduit dans les communautés paysannes

Par souveraineté alimentaire, on entend le droit des peuples à définir leur propre politique agricole et alimentaire; à protéger et à réglementer leur production et leurs échanges agricoles nationaux afin d'atteindre des objectifs de développement durable; à déterminer leur degré d'autonomie alimentaire et à éliminer le dumping sur leurs marchés.

La souveraineté alimentaire ne va pas à l'encontre du commerce dans la mesure où ce dernier est subordonné au droit des peuples à une production agricole et alimentaire locale, saine et écologique, réalisée dans des conditions équitables qui respectent le droit de tous les partenaires à des conditions de travail et de rémunération décentes.

La souveraineté alimentaire, c'est surtout la réponse aux excès et à l'échec du mouvement néolibéral appliqué depuis les années 80 par des gouvernements conservateurs tels ceux de la première ministre Thatcher en Angleterre ou du président Reagan aux États-Unis. C'est la suite aux mesures préconisées et appliquées par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et soutenues par la Banque Mondiale, qui se croyaient capables de réduire de moitié le problème de la malnutrition mondiale avant 2015 alors que la crise perdure et que le nombre de personnes souffrant de malnutrition augmente sans cesse.

Voyons donc ces politiques :

* On a installé une production agricole planétaire, en faveur et à bas coût pour la population de classe moyenne du Nord

-en marginalisant les petits producteurs

-en soutenant les grandes monocultures destinées à l'exportation.

Au Guatemala, les meilleures terres - celles de la Côte du Pacifique - étaient depuis le 19e siècle déjà, la propriété de grandes familles, principalement d'origine espagnole. Dès le début du 20e siècle, c'est la United Fruit des USA qui vient compléter ce cercle restreint.

Leurs terres sont de grandes **monocultures destinées à l'exportation**: bananes, canne à sucre, légumes frais, café. Et depuis une dizaine d'années, avec la demande américaine pour du bioéthanol - qu'on ajoute à l'essence destinée aux véhicules - l'huile de palme et la canne à sucre prennent davantage de place dans les exportations guatémaltèques. La concurrence pour les terres fertiles, même celles pas très grandes, augmente de façon sensible. Aussi, de nombreux petits producteurs subissent des pressions pour vendre leur terre aux grands propriétaires fonciers.

Et en parallèle de ceci, l'octroi de terres aux petits paysans est marginal. C'est ainsi que dans les 15 dernières années, sur les 500 000 familles ayant besoin d'une terre, seulement 20 000 en ont obtenu une!

Ces pressions créent diverses tensions au sein des communautés paysannes. C'est ainsi dans une communauté de la région de Suchetepequez que nous avons pu visiter, 50 familles voulaient obtenir pour elles seules les titres de propriété, les enlevant aux 50 autres familles. Notre partenaire y a mené une médiation DÉLICATE qui s'est terminée par une entente qui a profité aux 2 groupes.

*On a libéralisé les marchés en créant des zones libres de commerce entre les États. C'est le début de la mondialisation. On favorise le dumping dans le Sud des productions américaines et européennes subventionnées (maïs, riz, blé, sucre), Ce dumping ruine l'agriculture locale car il inonde le marché de produits importés de moindre coût que les produits locaux.

En 2004, il y a signature du traité de libre échange entre les États-Unis, les 7 pays de l'Amérique centrale ce qui inclus le Guatemala et la République dominicaine. Tous ces pays s'engagent donc à ouvrir leurs marchés entre eux : ce qui dans les faits voudra dire « s'ouvrir aux exportations américaines ».

Un bel exemple de ceci est celui du MAÏS: rappelons que le maïs est le produit de base de l'alimentation des gens ordinaires au Guatemala. Il sert à cuisiner entre autres des tortillas que l'on retrouve sur la table aux 3 repas - matin, midi et soir. Jusqu'en 1990, au Guatemala, seul du maïs local était consommé. C'est maintenant 40% du maïs consommé au Guatemala qui est d'origine américaine. En parallèle, entre 1995 et 2005, la production locale de maïs a diminué de 30%. Qu'en est-il résulté? Depuis 2010, dans les villes, le coût des tortillas a doublé. La présence de maïs américain au Guatemala nuit donc tant aux petits producteurs agricoles qu'aux populations des villes.

Pour soutenir la production locale de maïs, le CCDA a loué à un propriétaire de finca, pour les 2 prochaines années, un terrain de 50 hectares. Ce grand terrain - que nous avons visité - fut divisé en parcelles pour être partagé entre 200 familles. Avec la récolte qui en résultera, elles pourront s'auto-suffire en maïs et en frijoles, et se protéger ainsi de la faim jusqu'à la prochaine récolte, en septembre.

C'est en 1996 que la revendication de la souveraineté alimentaire a été publiquement défendue pour la première fois par les organisations paysannes du sud. Depuis, c'est *La Via Campesina* qui est leur porte parole.

Avant 1996, la revendication du Sud était celle de la sécurité alimentaire c'est-à-dire d'assurer des aliments disponibles en quantités suffisantes et de prévenir et gérer les crises alimentaires. La souveraineté alimentaire reprend ces demandes et prône en plus un accès plus équitable à la terre pour les paysans pauvres, au moyen si nécessaire d'une réforme agraire et de mécanismes fiables de reconnaissance des titres de propriétés.

De plus, les organisations paysannes du Sud s'opposeront dorénavant au dumping sur leurs marchés de produits agricoles du Nord qui ruinent leurs agricultures nationales

Au Guatemala, c'est d'abord à cause de la **concentration de la terre** qu'une réforme agraire est demandée depuis longtemps.

En 2011, 78% des terres arables étaient détenues par UN MAIGRE 8% des exploitants agricoles. Ceci laisse seulement 22% des terres arables du pays AUX AUTRES 92% des exploitants agricoles, essentiellement des petits paysans. Pour les paysans sans terre, cela crée presque une obligation de s'engager comme ouvrier

agricole dans les grandes fincas. Et comme être un ouvrier agricole dans une grande finca, c'est une vie de misère, ce qui est demandé par les petits paysans, c'est l'accès à la terre. Et pour que cet accès soit une réussite, les organisations paysannes guatémaltèques demandent à l'État non seulement des terres mais qu'il leur assure aussi un accompagnement technique, de la formation, le développement des infrastructures dans l'arrière pays, ainsi qu'un système fonctionnel pour établir les titres de propriété des terres.

Actuellement, le partenaire de SLAM, le CCDA assume lui-même l'accompagnement technique des communautés qu'il soutient.

Ainsi, pour introduire la culture des abeilles, un terrain laboratoire a été installé: 75 ruches y sont en fonctionnement sous les soins d'un jeune qu'ils ont formé. Des ateliers d'initiation pratique sont offerts aux paysans qui introduiront des ruches sur leur parcelle de terre. Cette innovation permet 2 gains:

1- Les abeilles favorisent la pollinisation des cultures, donc de meilleurs rendements, ce qui veut dire des surplus qui pourront être vendus sur le marché local.

2- La production de miel sera enseignée, et ce miel pourra lui aussi être mis en vente.

Dépasser l'agriculture d'auto-subsistance et produire aussi pour vendre est essentiel pour ces familles rurales dont la majorité vit dans la pauvreté. Aussi, pour le CCDA, l'accompagnement technique veut aussi dire des ateliers offerts gratuitement pour former des promoteurs et promotrices agricoles, lesquels sont des paysans et paysannes disposés à faire bénéficier leur communauté des connaissances ainsi acquises.

Au niveau local, la **souveraineté alimentaire** favorise le maintien d'une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés régionaux et nationaux. Les cultures vivrières (destinées à l'autoconsommation) et l'agriculture familiale de petite échelle mais performante doivent être favorisées, du fait de leur plus grande efficacité économique, sociale et

environnementale, comparée à l'agriculture industrielle et aux plantations de grande échelle. La souveraineté alimentaire privilégie des techniques agricoles qui favorisent l'autonomie des paysans. De plus, au Guatemala, la lutte pour la souveraineté alimentaire s'inscrit dans un ensemble de démarches visant à redonner à la population paysanne maya une vie digne et conforme à ses valeurs culturelles. Et comme l'une de ces valeurs est la préservation en agriculture des semences indigènes, on s'abstiendra d'utiliser des SEMENCES transgéniques étrangères à leur culture et très coûteuses en plus car elles doivent être rachetées à chaque année."

Dans un contexte où les terres sont convoitées, il importe que les petits paysans assurent leur sécurité alimentaire en sachant comment améliorer et diversifier leurs productions destinées à l'autoconsommation:

Un premier moyen, c'est en produisant **leur propre compost**, ce qui limite les coûts de production tout en économisant sur les fertilisants chimiques qui nuisent à l'environnement.

Un 2e moyen, c'est d'utiliser des **semences indigènes**. À Quixaya, une banque de graines indigènes a été mise sur pied: les paysans viennent y déposer les grains qu'ils auront besoin de semer au début de la saison prochaine. En plus d'économiser, on s'assure ainsi de préserver la variété des espèces indigènes semées dans les champs. C'est aussi une occasion d'entraide entre les paysans, entre ceux qui ont des surplus d'une espèce donnée et ceux qui n'en ont pas assez ou pas du tout.

La diversification des productions, cela veut dire aussi, selon les conditions du sol et la disponibilité **de l'eau**, de cultiver des courges, herbes, cresson, soya, poissons. A Quixaya, ce sont les femmes qui sont responsables de ce type de culture: en quelques années, elles ont gagné beaucoup d'expérience et elles étaient fières de nous présenter leur démarche.

Autre diversification intéressante, celle de la culture des champignons pleurotes introduite en 2011 dans la communauté de Chitulul. Quinze femmes ont poursuivi cette culture en 2012: 25 livres furent produites, et surtout les femmes sont MAINTENANT à l'aise avec cette innovation.

3) Nos réflexions actuelles

Comment l'histoire des indigènes Mayas pour accéder à la terre et la cultiver de façon à acquérir au niveau national la souveraineté alimentaire rejoint-elle mes questionnements de nord-américaine. Je vous dirais qu'il faut parfois aller voir ce qui se passe ailleurs pour que nous sautent aux yeux des évidences que nous refusions de constater.

En ce qui concerne l'appropriation de la terre, c'est de la même manière que nous avons traité les **communautés autochtones de "notre pays"**. Leurs territoires se sont rapetissés comme peau de chagrin leur rendant impossible de vivre selon leur mode de vie traditionnel. Pendant les présentations sur l'histoire des Mayas, de la conquête à aujourd'hui, j'étais vraiment troublée de ressentir si fortement tant d'outrance contre les injustices qu'ils subissent. Mais, en même temps, j'étais inquiète et très mal à l'aise à l'idée de me faire poser des questions sur notre propre histoire. Je n'insisterai pas davantage sur la possession ou la dépossession du territoire québécois mais terminerai cet exposé en vous communiquant une série de questions et ce sera à chacun de nous de trouver ses propres réponses.

Je crois que nous vivons ici aussi, l'étape bien avancée de la voracité néolibérale dans le pillage des ressources naturelles.

Est-ce le confort qui nous rend indifférents depuis si longtemps?

Depuis combien de temps, le monde agricole québécois vit-il des bouleversements dont voici quelques exemples : Pénurie de relève agricole? Création de multiples regroupements de petits producteurs qui préconisent « le small is beautiful » et l'achat chez-nous ? Contestation et envahissement des terres zonées à vocation agricole ? Achat de terres par des investisseurs étrangers ? Etc.

Pouvons-nous être plus attentifs en tant que consommateurs ?

Pouvons-nous être plus attentifs aux divers mouvements sociaux qui s'opposent à la mondialisation ?

Pouvons-nous, puisque c'est la base de la souveraineté alimentaire, être plus fortement interpellés par les mouvements préconisant la protection de notre territoire agricole, aquatique et de notre sous-sol ?

Au Guatemala, j'ai découvert que malgré leur pauvreté, les paysans mayas ne demandent ni argent ni nourriture.

Ce qui est demandé ce sont des terres, de l'accompagnement technique et, parfois, des semences et des fertilisants.

Pour que ceci se réalise, les organisations paysannes se doivent d'être **actives aussi au plan politique** afin que l'État guatémaltèque intervienne enfin en faveur de la petite paysannerie et dans le sens de la souveraineté alimentaire.

Dans le cadre du stage de Solidarité Laurentides Amérique centrale, hiver 2012, au Guatemala.

Présentation des témoignages en avril et mai 2013.